Projet de règlement grand-ducal

modifiant l'annexe II de la loi modifiée du 21 mars 2012
relative aux déchets

Avis du Conseil d'État

(10 novembre 2015)

Par dépêche du 24 août 2015, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Environnement.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles, d'une fiche d'évaluation d'impact, du texte coordonné de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, le texte de la directive (UE) 2015/1127 de la Commission du 10 juillet 2015 modifiant l'annexe II de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives ainsi que d'une fiche financière.

Aucun avis d'une chambre professionnelle n'a été communiqué au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Considérations générales

Le projet de règlement grand-ducal sous examen a pour objet de transposer la directive (UE) 2015/1127 en modifiant l'annexe II de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets.

Il s'agit en l'occurrence d'inclure dans le calcul de l'efficacité énergétique des installations d'incinération un « *facteur de correction climatique* » afin d'accorder une compensation aux installations d'incinération selon le lieu de leur installation et du climat qui en découle. En clair, les installations d'incinération se situant dans des régions à climat plus doux se voient attribuées un « *facteur de correction climatique* » permettant d'augmenter leur compétitivité, étant donné que la récupération de la chaleur produite par l'incinération y est plus difficile à mettre en œuvre. Le Conseil d'État ne se prononce pas sur l'utilité de pareille approche en vue de l'amélioration de l'efficacité énergétique.

L'article 5 de la loi précitée du 21 mars 2012 prévoit que « *Les annexes I, II, III et V peuvent être modifiées par règlement grand-ducal en vue de les adapter à l'évolution de la législation de l'Union européenne en la matière* ». Le Conseil d'État donne à considérer que, même si, d'un point de vue juridique, une habilitation législative à l'effet de modifier, voire d'abroger par voie de règlement grand-ducal les annexes figurant dans la loi, est parfaitement concevable en dehors des matières réservées à la loi, il faudrait cependant éviter ce procédé. Il renvoie à ce sujet à ses avis du 26 février 2013 sur le projet de loi modifiant la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (doc. parl. n° 6477⁴), et du 28 juin 2011 sur le projet de loi relative aux déchets (doc. parl. n° 6288¹). Le Conseil d'État maintient sa position, selon laquelle, dans l'intérêt d'une conception bien structurée d'un droit positif cohérent, clair et

transparent, le respect du parallélisme des formes commande que les modifications aux normes juridiques y soient apportées par des actes occupant dans la hiérarchie des normes le même rang que l'acte duquel résulte la norme à modifier. Il invite dès lors le Gouvernement à soumettre une proposition allant dans ce sens au législateur qui est actuellement saisi d'un projet de loi portant sur d'autres modifications à apporter à la loi précitée du 21 mars 2012¹.

Examen des articles

Article 1^{er}

Afin de ne pas multiplier inutilement le nombre d'annexes en la matière, le Conseil d'État demande que le texte de l'annexe du projet sous avis soit repris dans le libellé de l'article 1^{er} qui se lirait comme suit :

« **Art. 1^{er}**. À l'annexe II de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, la note de bas de page (*) est complétée par le texte suivant :

« La valeur donnée [...] pour obtenir une année. » ».

Article 2

Sans observation.

Annexe (à supprimer selon le Conseil d'État)

Sans observation.

Observations d'ordre légistique

Préambule

Le considérant relatif à la consultation des chambres professionnelles est à adapter en fonction des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment de la soumission du règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc.

Au dernier visa, il est indiqué d'écrire « ... Gouvernement en conseil ; ».

Articles 1^{er} et 2

Il y a lieu d'écrire « **Art._1^{er}**. ... » et « **Art._2**. ... » au lieu de « **Art.1^{er}**. ... » et « **Art .2**. ... ».

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 novembre 2015.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

La Présidente,

s. Viviane Ecker

¹ Voir doc. parl. n° 6771.